

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 07 SEPTEMBRE 2017**

FN/RT

**OBJET : N° 3.4.1 SEBA EXPLOITATION –  
MARCHÉ FOURNITURE DE VÊTEMENTS ET D'ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION DES  
AGENTS -**

L'an deux mille dix-sept, le sept du mois de septembre à quatorze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 3.4.1 SEBA EXPLOITATION –****MARCHE FOURNITURE DE VETEMENTS ET D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION DES AGENTS -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Le comité syndical du SEBA du 4 juillet 2016 a décidé que, à l'échéance des contrats de délégation des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif au 31 décembre 2017, l'exploitation de ses services serait assurée directement par la collectivité dans le cadre d'une régie d'exploitation.

Aussi, afin de pouvoir mener à bien ces missions, plusieurs accords-cadres à bons de commande de fournitures et de prestations de service sont à mettre en œuvre d'ici le 1er janvier 2018. Ils se regroupent en plusieurs thèmes, composés de divers lots.

Fourniture de vêtements et d'équipements de protection des personnes nécessaires à l'exploitation des ouvrages d'eau potable et d'assainissement :

Plusieurs types de vêtements et d'équipements de protection sont utilisés lors des missions d'exploitation des ouvrages et équipements d'eau potable et d'assainissement :

- Vêtements de travail (pantalon, t-shirt, sweat, etc.)
- Equipements de protection individuelle (pantalons haute visibilité, chaussures, casques, etc.)

Fourniture et contrôle des équipements d'exploitation des ouvrages d'eau potable et d'assainissement :

Divers types de contrôle des équipements doivent être réalisés par des organismes agréés :

- Le contrôle de la conformité des équipements (électrique, mécanique, engins de levage et disconnecteurs) pour la protection des biens et des personnes, à réaliser tous les 6 mois à un an, en fonction du type de matériel concerné. Ils permettent de vérifier le maintien en état de conformité des installations, afin d'assurer la protection du personnel d'intervention.
- La fourniture et le contrôle de la conformité des extincteurs (véhicules et bâtiments), adaptés au besoin (ex : extincteur à gaz CO2 pour les risques électriques) et maintenus en « bon état de fonctionnement », afin de s'assurer de leur efficacité lors d'une éventuelle utilisation. A réaliser au moins une fois par an. Le syndicat ne disposant pas de ces équipements, il est proposé d'inclure, pour la première année, la fourniture du matériel adapté, en équipant chacun des véhicules techniques.
- Le contrôle périodique des équipements d'autosurveillance et l'analyse des risques de défaillance sur les stations d'épuration de plus de 2000 Equivalents Habitants sont à réaliser, afin d'évaluer et de maintenir l'efficacité des ouvrages d'assainissement et la conformité des rejets des ouvrages d'assainissement au regard des normes prescrites. Compte-tenu des spécificités rurales du territoire, il est proposé d'étendre, dans la continuité de ce qui est réalisé depuis plusieurs années, cet accompagnement à l'exploitation de l'ensemble des stations d'épuration du territoire, en intégrant dans la consultation les stations d'épuration de moins de 2000 Equivalents Habitant.

**PROCEDURE DE PASSATION DE CES MARCHES :**

Les modalités de passation de ces marchés sont proposées dans le tableau suivant, au regard de leurs coûts prévisionnels respectifs et conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics portés par une entité adjudicatrice et aux dispositions de la délibération du Comité Syndical en date du 6 juin 2016.

**A/ ACCORDS-CADRES ALLOTIS PLURIANNUELS A BONS DE COMMANDE DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE ADAPTEE**

Procédure n°	Objet de la consultation	Lot n°	Intitulé du lot	montant HT max. par an	montant HT max. sur 4 ans (2ans + 2x1an)	Type de procédure	Type et forme du contrat proposé	Type de publication proposé
1	VETEMENTS ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION DES PERSONNES	1	Vêtements de travail	12 500 € la première année, 2 500 € les années suivantes	20 000 €	Procédure adaptée (Total = 60 000 € HT)	Accord-cadre alloti à bon de commande	JAL
		2	Equipements de protection individuelle	25 000 € la première année, 5 000 € les années suivantes	40 000 €			
2	CONTRÔLE DES EQUIPEMENTS	1	Prestation pluriannuelle pour le contrôle de la conformité des équipements (électrique, mécanique, levage, disconnecteurs, équipement de protection individuelle) pour la protection des biens et des personnes	25 000 € par an	100 000 €	Procédure adaptée (Total = 205 000 € HT)	Accord-cadre alloti à bon de commande	JAL
		2	Prestation pluriannuelle pour la fourniture et le contrôle de la conformité des extincteurs (véhicules et bâtiments)	10 000 € la première année, 4 000 € les années suivantes	22 000 €			
		3	Prestation pluriannuelle pour le contrôle périodique des équipements d'autosurveillance, l'analyse des risques de défaillance et le suivi des stations d'épuration	42 000 € la première année, 12 000 € les années suivantes	78 000 €			
TOTAL =					260 000 €			

Reçu en préfecture  
Affiché à  
ID : 0072507

## CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES :

Pour chacun de ces marchés et pour chacun des lots composant ces marchés, les critères de jugement suivants sont proposés :

	Tous lots
Prix	60%
Valeur technique : matériel adapté, respect des délais d'intervention	40%

## PLANNING :

Les différentes procédures décrites ci-dessus se tiendront entre septembre et octobre 2017, avec pour objectif de notifier les marchés en décembre 2017, pour un démarrage au plus tard le 2 janvier 2018.

Le bureau syndical est appelé à :

- adopter ces propositions,
- engager les programmes, dans la limite de leurs économies respectives conformément aux montants indiqués dans le tableau ci-dessus, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 6 juin 2016,
- décider du mode de dévolution en accords-cadres pluriannuels allotés à bons de commande selon une procédure adaptée
- fixer, pour l'ensemble des marchés et des lots, les critères suivants :
  - o prix : pondération 60 %,
  - o valeur technique de l'offre : pondération 40 %,
- donner délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL